



Révision de la communication de la Commission européenne sur l'encadrement des aides d'Etat à la recherche, au développement et à l'innovation

Contribution de CMA France

L'artisanat est un secteur économique majeur par ses entreprises, ses métiers et ses valeurs, participe au dynamisme des territoires français

- 1,7 million d'entreprises artisanales relevant de quatre grands secteurs (alimentation, bâtiments, production, services) ;
- 3,1 millions d'actifs ;
- 300 milliards d'euros de chiffre d'affaires, l'artisanat est un formidable potentiel de croissance, d'innovation et d'emplois qualifiés ;
- répartition sur l'ensemble du territoire (1/3 en milieu rural, 1/3 en milieu urbain, 1/3 en zone périurbaine ;
- des entreprises pouvant aller de 0 à 250 salariés mais la moitié des entreprises n'ayant pas de salariés, et l'autre moitié environ 5 salariés en moyenne par entreprise.
- Des activités diverses, mais une homogénéité dans le profil des chefs d'entreprise
 - o Dimension « métier » dans l'activité du chef d'entreprise
 - o Importance de l'apprentissage
 - o Le chef d'entreprise artisanale cumule son métier avec les rôles de directeur commercial, directeur financier, directeur rh, directeur juridique, etc.

CMA France est l'établissement fédérateur du réseau des chambres de métiers et de l'artisanat (CMA). Les CMA sont des établissements publics de l'Etat administrés par des élus eux-mêmes artisans.

Elles accompagnent partout en France les entreprises artisanales tout au long de leur vie, depuis leur création jusqu'à leur transmission, dans l'objectif d'agir pour leur développement, leur compétitivité et leur pérennité. Elles sensibilisent et accompagnent les entreprises artisanales dans leurs projets d'innovation.

Les CMA agissent, avec leurs partenaires, tels que les organisations professionnelles et les collectivités locales, pour que la place de l'artisanat soit reconnue à part entière dans l'économie, aux niveaux national et européen. Elles veillent également à ce que l'artisanat soit pris en compte dans les programmes de développement, les lois et les réglementations ainsi qu'à la bonne mise en œuvre de ces politiques.

Enjeu de la sensibilisation des entreprises artisanales à l'innovation

CMA France souhaite que la révision de la communication de la commission puisse intégrer les actions collectives des CMA en faveur de l'information et de la sensibilisation sur l'innovation auprès des entreprises artisanales et très petites entreprises comme des activités revêtant un caractère non économique et ainsi exonérer ces actions du plafonnement de co-financement public de 50%.

Le règlement général d'exemption par catégorie du 17 juin 2014¹ prévoit un taux maximum de 50% de co-financement public des actions destinées à stimuler l'innovation des entreprises.

Ce plafonnement à 50% constitue un obstacle à l'information et la sensibilisation des entreprises artisanales françaises aux opportunités de développement liées à l'innovation par les CMA, car :

- les CMA sont à la fois établissements publics et assimilées à des pôles d'innovation selon ce règlement ;
- les entreprises artisanales sont une catégorie d'entreprises, relevant du secteur de l'artisanat c'est-à-dire :
 - o dont l'activité figure en annexe du [Règlement n°98-247 du 2 avril 1998 relatif à la qualification artisanale et au répertoire des métiers](#) ;
 - o disposant de moins de 11 salariés lors de leur création.

Ainsi, en application de ces dispositions, les CMA, pour mener des actions d'information et de sensibilisation sur l'innovation auprès des entreprises artisanales, ne peuvent compléter avec leur fonds propres les financements publics qu'elles reçoivent et doivent rechercher des co-financements privés à hauteur de 50%. Or :

- il s'agit le plus souvent d'actions collectives touchant de nombreuses petites entreprises, qui peuvent ne pas être identifiables, et de surcroît souvent gratuites pour les bénéficiaires ;
- il est par conséquent impossible de faire payer ces entreprises pour parvenir à un financement privé de 50 %, le mécénat des grandes entreprises n'étant jamais fléché sur ces actions.

Par ailleurs, le financement d'action d'information et de sensibilisation sur l'innovation à destination des entreprises artisanales n'est pas de nature à altérer les conditions d'échanges au sein du marché intérieur.

En conséquence, cette mesure est inadaptée à la réalité économique des très petites entreprises artisanales et rend donc impossible les actions visant à sensibiliser ces entreprises aux opportunités favorisant leur développement.

L'enjeu est d'autant plus important dans un contexte de relance et de sensibilisation des artisans aux opportunités du numérique et de la transition écologique notamment.

CMA France souhaite donc que ces actions puissent être intégralement financées par des fonds publics et propose que les activités à caractère non-économique incluent les actions d'information et de sensibilisation sur l'innovation à destination des entreprises artisanales et très petites entreprises.

¹ Règlement (UE) n° 651/2014 du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité